

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CLXII.

---

*Du Jeudi 17 Décembre 1789.*

PENDANT que les presses françaises étendent l'influence & l'amour de la liberté dans toute l'Europe, on voit avec plaisir des citoyens coopérateurs de la révolution qui s'opère en France, se disposer d'en faire goûter les fruits à un peuple voisin qui n'en a encore éprouvé que les malheurs. M. de la Mark, ayant demandé à l'assemblée la permission de s'absenter, a écrit à M. le président la lettre suivante, dont la lecture a excité de vifs applaudissemens.

*Paris, le 14 décembre 1789.*

M. le président,

» Je vais profiter de la permission de m'absenter que l'assemblée nationale veut m'accorder.

» Puissé-je trouver l'occasion d'être utile à mon pays adoptif, à la France, & de montrer à l'assemblée nationale que je me ferai gloire de porter par-tout ses leçons, ses sentimens & ses principes !

Je suis avec respect, M. le président, &c.

AREMBERG LA MARK.

Nous avons annoncé avant-hier un don patriotique fait par un ancien magistrat, aussi célèbre dans les lettres que

*Tome V.*

M

dans les loix ; un de ses voisins en a fait un autre bien plus considérable , c'est le prix provenant des rachats des droits seigneuriaux dans toutes ses terres ; rachats fixés au denier 20 , & dont les arrérages des droits sont remis aux habitans. Ce don patriotique de M. de Fezenfac est évalué à plus de 80,000 livres :

*Séance de mardi soir.*

M. le Brun , membre du comité des finances , a proposé un décret concernant les impositions de Paris , qui a été lu & décrété en ces termes :

« L'assemblée nationale , ayant entendu le rapport fait au nom de son comité de finances , d'une demande formée par le maire & les officiers municipaux de la ville de Paris , au nom de la commune , relativement à la perception des impositions de 1789 & à la répartition prochaine de 1790 , a jugé convenable de ne prononcer dans ce moment que sur la connoissance des contestations relatives à la répartition ou au recouvrement de 1789 & années antérieures , qui seront jugées provisoirement & sans frais par le comité , composé de conseillers-administrateurs de la ville de Paris au département des impositions , présidé par le maire de Paris , ou en son absence par le lieutenant de maire , & que ce même comité surveillera le recouvrement des impositions de ladite année 1789 , ainsi que des années antérieures.

Quel a été l'effet de la clémence de l'assemblée envers les parlemens de Rouen & de Metz ? Celui de Rennes a refusé d'enregistrer le décret des vacances , malgré les lettres de jussion. Il est donc des corps que l'esprit public ne peut jamais pénétrer !

M. Chapelier a dit que la Bretagne manquoit de justice depuis six semaines ; que le roi n'avoit eu pour aucun parlement du royaume les mêmes égards & les mêmes bontés



que pour le parlement de Rennes; que la ville se plaignoit du refus opiniâtre & de la désobéissance inexcusable de ce parlement, à l'exécution des décrets sanctionnés par le roi; il a ajouté que ces magistrats ne se détermineroient jamais à les exécuter; qu'ils sont sourds à la voix de la patrie: il a conclu à ce que l'on formât un tribunal souverain composé de membres pris dans toutes les parties de la Bretagne; savoir, deux magistrats & deux juriconsultes de chacun des quatre présidiaux, Quimper, Nantes, Rennes & Vannes, avec pouvoir d'appeller tous les assesseurs qu'ils jugeront nécessaires pour rendre une justice plus prompte; que les substituts du procureur général feroient les fonctions du ministère public.

M. de Rainaut a fait diversion à cette affaire, en demandant la parole pour l'approvisionnement de Saint-Domingue; mais M. de Lameth est revenu à l'affaire de Bretagne; il s'est plaint à cette occasion, de ce que M. le garde-des-sceaux ne rendoit aucun compte, & laissoit ignorer les affaires les plus importantes; en effet, on ne sait pas encore si la chambre des vacations de Rouen a été remplacée.

M. le président a observé que M. le garde-des-sceaux n'étoit point en demeure. Plusieurs membres ont interrompu M. de Lameth, qui a répondu que c'étoit de sa part un mouvement d'inquiétude dont on ne devoit ni ne pouvoit le blâmer, & que ceux qui l'improuvoient, n'avoient pas certainement des motifs plus purs que lui.

On a demandé la parole pour les Colonies; & la préférence a été accordée à celle de Bretagne.

M. Chapelier a repris la parole. « Le décret que je propose, a-t-il dit, ne doit étonner que par sa grande modération: l'intérêt le plus pressant, celui de l'humanité & de la justice; le réclame impérieusement. Le parle-

M à

ment ne rend pas la justice ; les accusés languissent dans les prisons ; les procès les plus importants ne sont pas poursuivis ; il est instant d'établir le tribunal provisoire réclamé par le peuple de Bretagne. »

M. Reignaud comparoit la conduite des parlemens de Rouen & de Metz, avec celui de Rennes, & trouvoit ce dernier plus coupable, en ce qu'il avoit abusé de la bonté paternelle du roi, qui a voulu lui donner les moyens de ne pas persister dans une désobéissance coupable ; il a approuvé la motion de M. Chapelier, en ajoutant que la chambre devoit être mandée à la barre, & renvoyée sur le champ au châtelet, pour le procès lui être fait selon les loix.

M. Roederer desiroit que le président fût chargé de demander au roi la formation d'une chambre de vacations, des membres qui n'auroient pas signé les arrêtés, & demander à la barre les magistrats signataires. Ce n'étoit là qu'un foible commentaire de l'arrêté de Rouen.

M. de Marguerites observoit que sur 72 membres qui composent le parlement, il n'y en avoit que 16 ou 18 qui pouvoient avoir des torts. Il concluoit à ce que le roi fût prié d'envoyer sur les lieux, un commissaire, qui feroit transcrire les décrets sur les registres du parlement, & qui avertiroit tous les membres d'y obéir ; ce n'étoit qu'en cas de désobéissance qu'il adoptoit la motion de M. Chapelier.

Ces anciennes formes que la lâcheté qui accompagne presque toujours le despotisme a souvent employées, n'étoient pas de la dignité du pouvoir législatif. Aussi M. Robespierre s'est-il écrié, « que non-seulement le parlement de Rennes avoit offensé la nation en refusant la justice au peuple, mais qu'il avoit eu l'audace d'écrire des lettres confidentielles au pouvoir exécutif. »



Après un grand tumulte produit par cette assertion vigoureuse, M. le vicomte de Mirabeau est monté à la tribune pour interrompre M. Robespierre ; mais celui-ci a continué, en adoptant la motion de M. Chapelier, à laquelle il ajoutoit que les nouveaux magistrats seroient élus par le choix libre du peuple.

Le tumulte a recommencé, & M. le vicomte de Mirabeau disputoit la tribune à ses voisins, & la parole aux orateurs. Alors l'assemblée a déclaré que la discussion étoit fermée. M. le vicomte insistoit toujours, malgré le décret ; il s'obstinoit, en se servant de termes peu mesurés, à vouloir être entendu malgré les observations qu'on lui a faites. Il s'est élevé, à cette occasion, des plaintes multipliées sur ce qu'il avoit interrompu le président au moment qu'on alloit prononcer le décret.

M. Bonche a demandé qu'il fût exclus pendant huit jours de l'assemblée, M. Barnave pour la séance seulement ; M. Alexandre de Lameth a demandé qu'il fût mis à l'ordre & inscrit sur le procès-verbal ; il a ajouté qu'il falloit conserver quelque décence dans les séances de l'assemblée ; il a demandé qu'il fût décrété que l'assemblée ajourneroit à la séance de samedi soir, la question de savoir quelle punition méritoit un membre qui s'oublioit au point de manquer au respect qu'il lui doit, & si cette punition peut s'étendre jusqu'à l'exclusion de ce membre.

La motion a été ajournée à samedi soir.

M. le président de Fondeville a dit que M. le vicomte de Mirabeau étoit justement inquiet de cet ajournement ; il a demandé à reprendre l'ordre du jour, & à ne pas donner suite à une pareille scène ; qu'il n'avoit pris la parole que pour rendre les sentimens de M. de Mirabeau, & qu'il donneroit les mêmes preuves de zèle à celui qui viendrait les réclamer en pareille circonstance.

M. de Liancourt a dit que le trouble qui a régné dans l'assemblée étant public, il falloit écrire dans le procès-verbal le nom de celui qui en étoit l'auteur, afin que les autres membres ne fussent pas soupçonnés. Sur cette réclamation, l'assemblée a décrété que M. le vicomte de Mirabeau, qui avoit été mis à l'ordre par M. le président, seroit nommé dans le procès-verbal.

La discussion a été reprise, & M. le vicomte de Mirabeau a pris la parole sur la conduite du parlement de Rennes; il a exposé qu'il existoit au comité des rapports différentes pièces tendantes à justifier la chambre des vacations.

M. Girod & un autre député de Bretagne, ont appuyé la motion de M. Chapelier, par la lecture d'une délibération de Morlaix, qui est de la plus grande énergie; mais M. Destourmel croyoit que l'ancienne constitution de Bretagne avoit induit ce parlement en erreur; que les magistrats se sont trouvés embarrassés entre les loix anciennes & les loix modernes; qu'il falloit prier le roi d'écrire au parlement, & de remplacer les magistrats de la chambre des vacations.

Après que M. Chapelier a eu réfuté les différentes opinions, on est allé aux voix sur celle de M. Rœderer, qui a été adoptée; voici le décret:

« Les magistrats composant la chambre des vacations du parlement de Rennes, seront mandés pour comparoître à la barre dans la quinzaine de la réception du décret, & le roi sera supplié de former une autre chambre parmi les membres du même parlement.

#### *Séance d'hier.*

Les suisses de Versailles & de Marly, sont venus offrir à l'assemblée le don patriotique de leurs boucles d'argent.



& de la somme de 600 livres ; on a applaudi à leur patriotisme , & ils ont assisté à la séance.

Le nombre des adresses s'est accru d'une manière prodigieuse , depuis la dernière séance ; en voici quelques-unes.

Adresse du 3 décembre , envoyée par la garde nationale de la ville de Tarbes , contenant reconnaissance & adhésion à tous les décrets ; elle se fait gloire de sacrifier les privilèges de la province au bien commun de la patrie ; mais elle réclame avec force un chef-lieu de département pour la ville de Tarbes , qui fut toujours , & qui paroît destinée par sa position à être le siège de l'administration provinciale , & de tous les autres établissemens publics ; elle insiste sur-tout à n'être pas réunie au Bearn , séparé de la Bigorre par des landes , par une administration , des intérêts & des localités différentes.

La garde nationale de Chauni , jure de maintenir l'exécution des décrets , & demande la conservation de son bailliage royal.

L'église collégiale de Carcassonne présente un spectacle singulier. Les prébendés dénoncent les chanoines comme coupables de despotisme ; ils demandent qu'il soit fait une apposition de scellés chez le syndic du chapitre.

*Suite du comité militaire.*

M. de Winphen a attaqué l'opinion de M. de Crancei avec les formes les plus honnêtes ; il a rendu justice à ce que l'amour de la liberté nationale lui a inspiré de bon , en l'entraînant toutefois au-delà de la vérité ; il trouvoit qu'une armée de 150 mille hommes recrutés sans choix , souvent par des moyens immoraux , & dans laquelle aucune relation d'intérêt & de sentiment ne lie le soldat à son capitaine , & le capitaine à ses soldats , pouvoit d'un moment à l'autre devenir dangereuse à la liberté.

publique ; mais le moyen imaginé par M. Dubois de Crancei, d'attacher chaque régiment à un ou plusieurs départemens, chargés de lui fournir les recrues dont il pourra avoir besoin, moyen employé dans tous les états despotiques de l'Allemagne, est insuffisant au point que ces soldats forment à peine le tiers du régiment, les autres deux tiers sont des étrangers ou des coureurs, ou des cosmopolites de l'Allemagne même : or, nous aurons toujours en France de ces cosmopolites, qui, libertins dans leur première jeunesse, deviennent de bons soldats & souvent de bons officiers ; mais M. Dubois, qui n'a pu vous donner des résultats d'expérience, vous a proposé un parti extrême qui n'est qu'une conscription déguisée ; car les municipalités, chargées du recrutement, & engagées à fournir les hommes nécessaires, seroient bientôt forcées de recourir ou au tirage ou à la liste, s'il ne se présentoit pas un homme d'un état volontaire. M. Dubois de Crancei va si loin dans sa vertueuse & cimentée théorie, qu'il défend aux régimens de recevoir des recrues qui ne seroient pas des départemens auxquels les régimens seroient attachés. Je ne conçois pas comment, dans un gouvernement libre, l'on pourroit interdire à un citoyen de servir sa patrie dans un régiment de son choix, ni comment 60 millions suffiroient à l'armée de 150 mille hommes, sans savoir s'il plaira aux soldats ou aux officiers de rester tous les ans huit mois chez eux sans solde ni appointement. Quand M. Dambly vous a dit qu'il vous donneroit un plan *du bon coin*, j'y souscrivis, parce que c'est un homme droit, élevé dans les camps & dans les batailles, & que c'est autour de l'opinion des anciens guerriers que doivent se rallier les opinions de ceux qui n'ont point trafiqué leur métier, & de ceux qui ne l'ont appris qu'à l'école de dessus les esplanades.



Laissions donc là tous ces romans militaires ; répétons avec M. Dubois de Crancei qu'il y a loin de la conception d'un projet à la possibilité de son exécution.

M. de Winphen trouvoit que, lorsque les compagnies appartenoient aux capitaines , les armes françaises avoient acquis cette célébrité qui a fait si long-temps le désespoir des autres nations , & que le militaire n'est déchu que quand on a rompu toutes les liaisons d'intérêt entre le soldat & l'officier , & qu'un arbitraire dégradant s'est mis à la place des loix ; maintenant que nous avons un gouvernement & que l'esprit public se formera , M. de Winphen vouloit qu'on prit un juste milieu entre la conscription dont M. le duc de Liancourt a si bien démontré la tyrannie & les dangers , & entre le recrutement actuel dont l'immoralité est prouvée. Il propose de donner au comité quatre bases pour son travail , d'après lesquelles le pouvoir exécutif organisera l'armée ; ces quatre bases sont , 1°. le recrutement en soldats , & le remplacement en officiers ; 2°. la force dont devra être composée l'armée , en distinguant le nombre des soldats , celui des officiers & celui des officiers généraux , & en spécifiant la somme nécessaire à l'entretien de cette armée ; 3°. l'ordre de l'avancement en écartant l'arbitraire , sans cependant détruire l'émulation ; 4°. un projet d'un code des délits & des peines militaires , qui sera soumis à la révision du comité de judicature.

Quant à la milice toujours prête à recruter les régimens dans un moment de guerre , & aux gardes nationales , ces objets me paroissent être du ressort du comité de constitution. Je fais la motion expresse qu'il en soit chargé spécialement avec la liberté d'appeller , pour les consulter , des militaires , s'il croit avoir besoin du concours de leurs lumières.

Et pour compléter toutes les parties du militaire, sur lesquelles il appartient au pouvoir législatif de statuer, il est un autre objet dont je desirerois aussi que vous voulussiez bien charger votre comité militaire ; ce seroit de vous présenter un tarif graduel des retraites, pensions ou traitemens conservés, depuis le grade de soldat jusqu'à celui de maréchal de France inclusivement, en détruisant les époques & les cas où ces bienfaits pourroient avoir lieu ainsi que leurs qualités ; ayant égard au nombre des campagnes de guerre, afin que ceux qui auroient le plus & plus utilement servi, trouvassent leur récompense tellement lucifée, qu'ils ne pussent jamais être lésés, ni réduits à des démarches humiliantes, par la crainte de l'injustice, ou par l'espoir de la faveur.

M. Bureau de Pusy s'est déclaré contre la conscription militaire. Ses moyens ont été puisés dans l'intérêt des peuples & dans les droits de la liberté. Que faut-il de plus pour produire de l'effet ? Son éloquence douce & insinuante, a paru à quelques membres peut-être trop fleurie & trop chargée d'ornemens pour une assemblée politique, mais les applaudissemens répétés qu'il a obtenus, prouvent qu'il a su plaire ou convaincre, & ce succès répond à tout ; en général, il n'est aucun de ses auditeurs qui n'ait été frappé du tableau qu'il a fait d'une loi qui commanderoit aux citoyens, par des peines & des contraintes, de donner des preuves de patriotisme. C'est avec le même intérêt qu'il a parlé de la nécessité de conserver d'antiques & heureux préjugés qui ne soumettront jamais des François à des peines militaires, dont le nom seul a tant de fois révolté. Nous regrettons de ne pouvoir faire connoître que l'analyse des moyens qu'il a fait valoir pour soutenir la motion de M. de Liancourt & de M. de Vemphen. La conscription militaire ne portera que sur le pauvre ; au lieu d'être une loi générale, elle de-



viendra une loi d'exception ; donc elle est au moins imparfaite.

Elle ôte la faculté de choisir les soldats.

Elle est nuisible à l'agriculture, au commerce, & sans utilité pour l'armée.

Que veulent ceux qui demandent la conscription militaire ? épurer la composition de l'armée & la rendre plus solide : mais si toutes les communes ont réclamé contre le tirage au sort de la milice . . . si cette institution a laissé une impression profonde de douleur dans ces cœurs qui se sentoient nés pour la liberté, sera-t-on plus libre, aujourd'hui que la loi forcera toutes les volontés, au lieu que ci-devant elle n'en contrainoit que quelques-unes ?

Pourquoi des enrôlemens bien faits ne donneroient-ils pas d'aussi bons sujets que le hasard seul ?

L'état fera-t-il mieux servi par des hommes dont on contraindra la volonté, que par des hommes libres ?

Enfin il arrivera une de ces trois choses ; ou l'armée sera composée, en majeure partie, d'avoués, ou en majeure partie de conscriptionnaires, ou en nombre égal des uns & des autres ; dans la première & dans la dernière suppositions, l'influence des avoués déterminera l'esprit & les mouvemens de l'armée ; & dans la deuxième, l'armée ne sera composée que des novices.

Autres inconvéniens : vous serez forcés d'employer des hommes foibles, délicats & timides ; ou des hommes qui n'aimeront pas leur métier, & qui peut-être le détestent.

Des sujets excellents, mais fiers, & qui veulent avoir à eux seuls le mérite de leurs actions, seront encore perdus pour vous : mais le plus grand vice de la conscription militaire vient des moyens constitutifs qu'il faudra adopter pour faire exécuter cette loi : quels que soient les moyens, ils placeront peut-être le cœur d'un homme de bien entre

la douleur ou la misère, ou l'infamie & la nécessité d'obéir à des devoirs qui lui répugneront & auxquels il n'aura nulle aptitude.

Et ce seroit dans ce pays, & par les mêmes législateurs qui viennent d'en fonder la liberté, que seroit fait cet outrage à des hommes libres ?

Et ce seroit des hommes qu'on auroit dégradés par une telle loi, à qui la France confieroit l'honneur de ses armes & la garde de son indépendance ?

Si la France n'a jamais manqué de défenseurs, si nos ennemis n'ont jamais calomnié la valeur ni le dévouement de nos concitoyens, ne soyons pas plus injustes que nos ennemis, même en adoptant des mesures qui pourroient faire naître des soupçons humilians.

N'attribuons pas aux enrôlemens des défauts qui ne viennent pas d'eux ; ne détruisons pas ce mode qui est bon ; réformons seulement le régime de l'armée, en ce qu'il a de mauvais ; que la nôtre soit composée d'enrôlés, que les soldats soient mieux traités, moins tourmentés, plus encouragés, plus considérés par leurs chefs ; qu'ils soient fréquemment rendus à leurs familles, que la discipline soit juste & sévère, mais qu'elle ne tende pas à la destruction de l'esprit national.

Et l'armée sera bonne & sûre ; elle fera l'appui, au lieu d'être l'effroi de la liberté publique.

#### *Récapitulé.*

Après avoir ainsi attaqué le système de la conscription militaire, M. Bureau de Pusy a fait un heureux rapprochement des vérités qu'il venoit de développer, de celles qui ont été dites par d'autres. Il a fait ressortir encore les sages observations du comité sur ce qui concerne les provinces du nord & celles du midi de la France ;



il a appuyé ses raisonnemens de l'autorité de l'histoire , & voici sa conclusion :

La conscription militaire ne convient qu'à des peuples neufs , agricoles ou pasteurs , sans arts , sans commerce , sans talens.

Donc elle ne convient pas à une grande nation qui voit fleurir chez elle l'agriculture , les arts , le commerce & les sciences.

Donc elle violeroit le repos & la liberté des citoyens ; donc nous devons la rejeter comme inutile , dangereuse & incompatible avec notre esprit national.

Des applaudissemens unanimes ont prouvé à M. de Pufy que cette assemblée qu'il faut quelquefois agiter par une éloquence forte & nerveuse , & dont on a si souvent calomnié le noble caractère & les opinions impartiales , fait entendre & applaudir aux accens d'une raison sage & éclairée.

De nouveaux témoignages de la satisfaction de l'assemblée ont été donnés à l'orateur. On a demandé qu'il fût adjoint au comité militaire , & que son discours fût imprimé ; mais M. de Pufy n'a voulu que l'adjonction d'un officier du corps du génie. M. Madier demandoit le même honneur pour Dambli ; M. de la Chaise insistoit pour le premier : M. de Crancei croyoit qu'il falloit augmenter le comité d'un officier du génie & d'un autre d'artillerie ; M. de Gomer n'y étant pas , M. de Silleri a observé , à ce propos , que si chaque citoyen devoit servir sa patrie , c'étoit dans des emplois auxquels il fût propre. « On m'a mis , disoit-il , dans le comité de judicature ; j'avoue que je n'y entends rien , & qu'on doit en nommer un autre à ma place.

M. Charles de Lameth voyant que ces différentes motions étoient contraires à l'ordre de l'assemblée & à la

liberté des suffrages , a demandé de décréter qu'il ne seroit jamais fait aucune motion personnelle , ou qui intéresseroit nominativement un membre de l'assemblée.

M. Rœderer voulant concilier les diverses opinions ; proposoit d'établir quatre places d'adjoints au comité militaire.

On est allé aux voix ; M. de Pufy a été admis au comité.

La question préalable demandée sur la motion de M. de Lameth , a été rejetée , & sa motion a été presque unanimement décrétée ; ainsi , ces petits moyens & ces ruses aristocratiques , pour composer à volonté les différens comités , sous prétexte de récompenser le mérite inapprêçu , sont proscrits pour toujours.

Alors M. de Landine a demandé que chaque membre allât s'inscrire au secrétariat pour la partie à laquelle il se croyoit propre , & que l'on formât ainsi les comités. Si quelqu'un avoit pu faire réussir une pareille motion , c'étoit sans doute M. le vicomte de Beauharnais qui l'avoit présentée ; il y a quelques jours.

M. le président a répondu qu'une pareille motion ayant été rejetée , ne pouvoit plus être reproduite.

La discussion du recrutement de l'armée a été reprise , & M. le vicomte de Noailles a proposé les articles suivans :

1°. La force publique sera divisée en deux parties : la première , composée de milices nationales ; la seconde , de troupes de ligne.

2°. La formation des troupes nationales sera déterminée d'après le travail du comité militaire , combiné avec celui du comité de constitution ; il sera joint à cette formation une instruction militaire destinée aux milices nationales.

3°. Le recrutement des troupes de ligne se fera par des engagemens volontaires. Le temps de service des soldats sera réglé par la loi.



4°. Les régimens seront attachés à un ou à deux départemens pour former leur recrutement. Les régimens continueront avec les représentans des départemens, des moyens qu'ils emploieront pour se recruter.

M. d'Harembures a prouvé par un discours très-développé, qu'il y avoit des moyens d'améliorer la forme des recrutemens, ou plutôt d'en faire disparaître les vices; mais il est entré dans des détails qui ont paru à l'assemblée superflus ou précoces; sans être étrangers à la question.

La discussion ayant été fermée, des débats très-vifs se sont élevés sur la manière d'élever la question; les uns l'établissoient d'une manière si générale, qu'il sembloit qu'on voulût rejeter absolument la conscription militaire; les autres ne disoient point assez clairement que la conscription seroit conservée pour les milices nationales.

M. de Mirabeau a jeté beaucoup de lumière sur la manière de poser la question; & la contradiction qu'il a éprouvée d'une certaine partie de l'assemblée, n'a servi qu'à mieux faire connoître la forme & les termes sur lesquels on devoit délibérer sur cette grande question; elle a servi aussi à faire découvrir dans la partie de la salle, qui est du côté de l'entrée, un étranger qu'on a dit être un gentilhomme; nommé M. de Servièrès, & qui s'étant placé parmi les législateurs, augmentoit par ses cris l'interruption qu'on portoit à l'orateur. L'étranger étant sorti de la salle, M. Robespierre & quelques autres membres ont demandé que son nom fût inscrit dans le procès-verbal.

Comme on ne pouvoit plus constater le véritable nom de la personne qui avoit été forcée de sortir, cette opinion n'a pas été suivie; mais nous rappellerons ici ce que nous avons déjà dit plusieurs fois, que les Athéniens punissoient d'une peine capitale l'étranger qui, venant s'asseoir parmi les législateurs, usurpoit le pouvoir souverain;

Les amendemens & les rédactions se sont multipliés; celle de M. Guillardin étoit ainsi conçue :

« L'armée des troupes réglées de ligne sera-t-elle recrutée par enrôlement volontaire, ou par le moyen de la conscription militaire ? »

Suivant M. le vicomte de Beauharnais, il falloit dire: les troupes de ligne & les troupes légères seront-elles recrutées, pendant la paix, par des enrôlemens volontaires, oui ou non ?

M. de Toulangeon disoit : « Les troupes réglées seront-elles composées en totalité de soldats engagés volontairement ? »

M. Wemphen disoit : « Le remplacement pour les troupes réglées & soldées qui formeront ce qu'on appelle vulgairement l'armée active, se fera-t-il en temps de paix par le moyen du recrutement volontaire ? »

D'après M. de Boufard, la question devoit être posée ainsi : « Nul citoyen françois ne sera tenu de remplir aucune fonction militaire ailleurs que dans la milice nationale de sa municipalité, à moins qu'il n'ait consenti un engagement volontaire, ou à terme, de servir le roi & la nation dans leurs troupes réglées & sur leurs vaisseaux de guerre. »

*L'abondance des matières nous force de renvoyer le surplus dans la feuille de demain.*

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.